

N° 4555.

---

## BELGIQUE ET FRANCE

Protocole relatif aux travailleurs. Signé à  
Bruxelles, le 6 mars 1939.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de  
Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 22 avril 1939.*

---

## BELGIUM AND FRANCE

Protocol regarding Workers. Signed at  
Brussels, March 6th, 1939.

*French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.  
The registration took place April 22nd, 1939.*

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.

N<sup>o</sup> 4555. — PROTOCOLE <sup>2</sup> ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE RELATIF AUX TRAVAILLEURS. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 6 MARS 1939.

No. 4555. — PROTOCOL <sup>2</sup> BETWEEN BELGIUM AND FRANCE REGARDING WORKERS. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 6TH, 1939.

Les soussignés représentants DU GOUVERNEMENT BELGE et DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, prenant en considération l'importance et le caractère traditionnel des échanges de travailleurs entre les deux pays, sont convenus des dispositions ci-après :

*Article premier.*

Les deux délégations se déclarent d'accord pour faciliter, dans le cadre de leur législation respective, aux travailleurs de l'un des deux pays qui justifient d'un séjour ininterrompu de cinq ans dans l'autre pays, les changements d'employeur lorsqu'il n'y a pas de changement de profession.

Dans cet ordre d'idées, en ce qui concerne le régime belge, l'employeur ne sera plus tenu d'introduire, auprès du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, la demande d'autorisation prévue par le § 4 de l'article premier de l'arrêté royal du 31 mars 1936, pour la mise au travail de ressortissants français privilégiés déjà porteurs d'un permis de travail A.

Les employeurs seront toutefois tenus de notifier au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale l'embauchage des ressortissants français visés à l'alinéa précédent.

Cette notification s'effectuera par lettre recommandée, déposée à la poste dans les vingt-quatre heures de la mise au travail, et à laquelle sera joint, pour visa, le permis de travail de l'intéressé.

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale adressera aux employeurs intéressés un accusé de réception qui vaudra autorisation

The undersigned representatives of THE BELGIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT, taking into consideration the importance and traditional character of exchanges of workers between the two countries, have agreed upon the following provisions :

*Article I.*

The two delegations declare that they are agreed to facilitate, within the limits of their respective legislations, changes of employer in the case of workers of one of the two countries who show that they have been resident in the other country for an uninterrupted period of five years, provided that there is no change of occupation.

In so far as concerns the Belgian system, the employer shall no longer be required to apply to the Minister of Labour and Social Welfare for the authorisation provided for in subsection (4) of section 1 of the Royal Order of 31st March, 1936, for the purpose of employing privileged French nationals who already possess an A labour permit.

Nevertheless, employers shall be bound to give notice to the Ministry of Labour and Social Welfare of the engagement of French nationals covered by the last preceding paragraph.

This notice shall be given by registered letter posted not more than 24 hours after the beginning of the employment ; the labour permit of the person concerned shall be attached to the notice for a visa.

The Minister of Labour and Social Welfare shall send a receipt to the employer concerned and shall return the worker's permit duly

<sup>1</sup> Traduction du Bureau international du Travail.

<sup>2</sup> Entré en vigueur le 6 mars 1939.

<sup>1</sup> Translation of the International Labour Office.

<sup>2</sup> Came into force March 6th, 1939.

d'emploi et leur renverra, dûment visé, le permis du travailleur.

Le Gouvernement belge se réserve toutefois le droit de refuser l'autorisation lorsque l'engagement du ressortissant français ne pourrait s'effectuer que par le congédiement d'un Belge.

*Article 2.*

La délégation belge déclare que lorsque l'autorisation d'emploi est retirée à l'employeur, par application de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1936, cette mesure n'entraîne pas le retrait ou la suppression du permis de travail, ce document pouvant être immédiatement rendu valable pour le service d'un autre employeur, sur demande de celui-ci et, s'il s'agit d'un permis A, sur simple notification du nouvel employeur comme prévu à l'article premier du présent protocole.

*Article 3.*

La délégation belge demande que les Belges négligeants ou ignorant leurs obligations en ce qui concerne la délivrance ou le renouvellement de la carte d'identité dont ils doivent être titulaires ne soient pas astreints à des pénalités de retard qui n'existent pas dans la législation belge.

La délégation française ne peut prendre l'engagement demandé, les taux des pénalités de retard étant fixés par la loi, mais déclare que, dans la pratique, les Belges se trouvant dans cette situation bénéficieront de remises ou d'exonérations aussi larges que possible.

Il n'est pas au pouvoir de la délégation française de garantir qu'il ne sera pas fait application aux ressortissants belges résidant en France des dispositions légales d'après lesquelles est sujet à des poursuites judiciaires tout étranger qui n'a pas sollicité la délivrance de sa carte d'identité dans les délais réglementaires.

Par contre, la délégation française se plaît à assurer les représentants du Gouvernement belge que « l'excuse valable » prévue par la loi sera admise pour les ressortissants belges de la façon la plus libérale et la plus indulgente et en tenant compte de toutes les circonstances la justifiant.

*Article 4.*

Sur la demande de la délégation belge, la délégation française déclare que les travailleurs

countersigned; the receipt shall be deemed to be equivalent to an authorisation for the employment of the person concerned.

Nevertheless, the Belgian Government reserves the right to refuse to grant the authorisation if the French national could not be engaged without the dismissal of a Belgian.

*Article 2.*

The Belgian delegation declares that, when an authorisation has been withdrawn from an employer in pursuance of section 16 of the Ministerial Order of 1st April, 1936, this shall not entail the withdrawal or cancelling of the employment permit; the permit may be at once made valid for employment with another employer on the application of the latter and, in the case of an A permit, without further formality than the giving of notice by the new employer, as provided in section 1 of this Protocol.

*Article 3.*

The Belgian delegation requests that Belgians who fail to comply with or are unaware of their obligations with respect to the issue or renewal of the identity card which they are required to hold shall not be subject to penalties for delay which do not exist in Belgian legislation.

The French delegation cannot give the undertaking requested inasmuch as the rates of the fines for delay are prescribed by law, but declares that in practice Belgians in this situation shall be granted rebates and exemptions to the widest possible extent.

It is not within the power of the French delegation to guarantee that Belgian nationals resident in France shall be exempted from the application of the statutory provisions in pursuance of which any alien who fails to apply for the issue of his identity card within the prescribed time-limits is liable to prosecution.

On the other hand, the French delegation assures the representatives of the Belgian Government that the "justifiable reason" provided for by the law will be interpreted as liberally as possible in the case of Belgian nationals and with due consideration for the circumstances.

*Article 4.*

On the request of the Belgian delegation, the French delegation declares that Belgian frontier

frontaliers belges, titulaires depuis six ans d'une carte à validité normale, et désireux de fixer leur domicile en France, obtiendront, en principe, la délivrance d'une carte d'identité de travailleur résidant.

*Article 5.*

La délégation belge demande l'octroi, à un contingent annuel de jeunes travailleurs belges, de cartes frontalières pour une zone déterminée, sans que les intéressés aient à produire un contrat d'emploi.

L'octroi de ces cartes serait compensé par le retrait d'un nombre correspondant de cartes détenues soit par des frontaliers travaillant actuellement en Belgique, soit par des frontaliers en chômage et qui, en raison de leur âge ou de leur état de santé, ne semblent plus aptes à exercer une activité professionnelle normale.

La délégation française fait remarquer que le renouvellement des cartes des frontaliers belges travaillant comme tels en France depuis moins de six ans à la date d'expiration de validité de leur carte, est nécessairement subordonné à l'état du marché du travail dans la région et la profession intéressées et qu'il n'est pas possible de prévoir un traitement de principe plus favorable en ce qui concerne des ressortissants belges qui demandent pour la première fois la délivrance de la carte de travailleur frontalier.

Sous cette réserve, la délégation française déclare que les demandes introduites par de jeunes frontaliers ayant trouvé un employeur seront examinées avec bienveillance.

*Article 6.*

Sur la demande de la délégation belge, la délégation française précise que les Belges qui désirent obtenir l'autorisation de travailler en France comme frontaliers ne doivent fournir qu'un certificat de résidence et un certificat de bonne vie et mœurs. Ces attestations peuvent être portées sur la même pièce.

*Article 7.*

A l'occasion des négociations de juillet 1937 comme au cours de celles qui viennent d'avoir lieu, les deux délégations ont constaté que de nombreuses questions relatives à l'interprétation des accords intervenus entre les deux pays et à l'application des lois et règlements

workers who have been in possession of a card of ordinary validity for the last six years and are desirous of establishing their domicile in France shall, as a rule, be granted resident workers' identity cards.

*Article 5.*

The Belgian delegation requests that frontier cards for a specified zone shall be issued to an annual quota of young Belgian workers, without the necessity for the persons concerned of producing a contract of employment.

The issue of these cards shall be offset by the withdrawal of a corresponding number of cards held either by frontier workers at present in Belgium or by unemployed frontier workers who, on account of their age or state of health, no longer appear fit to engage in normal occupational activities.

The French delegation points out that the renewal of the cards of Belgian frontier workers who have been employed as such in France for less than six years at the date of the expiration of the validity of their cards is necessarily subject to the state of the labour market in the district and the occupation concerned, and that it is impossible to admit the principle of more favourable treatment in the case of Belgian nationals who apply for the issue of a frontier worker's card for the first time.

Subject to this reservation, the French delegation declares that the applications made by young frontier workers who have found an employer will receive every consideration.

*Article 6.*

At the request of the Belgian delegation, the French delegation declares that Belgians who desire to obtain an authorisation to work in France as frontier workers shall not be requested to produce any documents other than a residence certificate and a certificate of good character. These certificates may be entered on the same document.

*Article 7.*

On the occasion of the negotiations held in July 1937 and in the course of the negotiations which have just been held, the two delegations became convinced that numerous questions relating to the interpretation of agreements entered into by the two countries and to the

concernant les travailleurs et les artisans pourraient être réglées par des échanges de vues directs entre des représentants des Services compétents, sans recourir à des conférences dont la préparation nécessite parfois de longs délais.

Elles émettent le vœu que les deux gouvernements décident de créer une commission administrative franco-belge qui se réunirait tout au plus deux fois par an, alternativement à Paris et à Bruxelles, et qui comprendrait, pour chaque pays, un délégué du Ministère des Affaires étrangères, un membre de l'Ambassade de France à Bruxelles ainsi qu'un représentant de l'Ambassade de Belgique à Paris, un délégué du Ministère du Travail et un délégué du Ministère de l'Intérieur (pour la France) et du Ministère de la Justice (pour la Belgique).

Les deux délégations estiment que cette procédure permettrait d'aplanir plus rapidement les difficultés pouvant surgir de l'interprétation des accords, conventions, lois et règlements de chaque pays.

La voie diplomatique continuerait, bien entendu, à être suivie pour la solution des cas d'espèce.

Fait à Bruxelles, le 6 mars 1939.

(S.) F. LAVERS.

(S.) Marcel BERNARD.

(S.) Y. FOURCADE.

(S.) Ed. DE LA CHAUVINIÈRE.

application of laws and regulations relating to workers and handicraftsmen could be regulated by a direct exchange of views between the representatives of the competent services, without having recourse to conferences the preparation for which sometimes entails considerable delay.

The two delegations express the desire that the two Governments concerned should decide to establish a Franco-Belgian Administrative Committee, to meet not more than twice a year in Paris and in Brussels alternatively; they consider that the said Committee should consist of a delegate of the Ministry of Foreign Affairs of each country, a member of the French Embassy in Brussels, a representative of the Belgian Embassy in Paris, a delegate of the Ministry of Labour in each country, a delegate of the Ministry of the Interior (for France) and of the Ministry of Justice (for Belgium).

The two delegations consider that any difficulties which may arise respecting the interpretation of agreements, conventions and the laws and regulations of each country could be settled more expeditiously by adopting this procedure.

Individual cases would naturally continue to be settled through diplomatic channels as heretofore.

Done at Brussels, this 6th day of March, 1939.

(Signed) F. LAVERS.

(Signed) Marcel BERNARD.

(Signed) Y. FOURCADE.

(Signed) Ed. DE LA CHAUVINIÈRE.